

Ainsi une augmentation de \$120 par année en faveur des 1,800,000 pensionnés coûterait plus de \$200 millions. Pour faire passer la pension du montant proposé dans le bill, soit \$80, à \$150 par mois pour tous les pensionnés, il en coûterait 1,442 millions de dollars d'après cette estimation, qui se fonde sur les données actuelles. Ce montant augmenterait inévitablement. Pour verser une pension de \$100 par mois et accorder un supplément mensuel de \$50, il en coûterait environ \$900 millions.

Ce ne sont pas là des montants insignifiants, monsieur l'Orateur. En outre, les députés ne sauraient dire que l'on pourrait ne pas tenir compte de l'aspect inflationniste et que c'est être réactionnaire que d'envisager les répercussions possibles en matière de prix ou de stimulants industriels, et qu'il suffit d'augmenter les impôts dans la même proportion pour remédier au problème. Monsieur l'Orateur, mes collègues et moi-même nous intéressons à cette question, tout autant que n'importe quel député, car en l'occurrence nous posons un principe qui limite l'universalité des programmes en vertu desquels nous avons accordé de l'aide à tout le monde sans tenir compte du revenu, du moment que les intéressés satisfaisaient aux normes d'admissibilité, d'âge et de résidence.

Nous nous demandons simplement quelle serait la meilleure façon de mettre nos fonds entre les mains des 4 millions de personnes de revenu modeste, dont il est question dans le Livre blanc. Le député, je sais, a allégué dans son discours que ceux qui ne toucheraient pas le supplément n'étaient pas riches. Il nous a dit que, d'après ces propositions, 60 p. 100 des pensionnés recevraient le supplément et 40 p. 100 ne le recevraient pas. Il a ensuite essayé de faire une projection des revenus de ces 40 p. 100 et nous a déclarés, qu'à son avis, nous étions tout à fait dans l'erreur.

Monsieur l'Orateur, gouverner c'est rester dans le domaine du possible. Des compromis sont indispensables. Il est toujours difficile d'utiliser les ressources disponibles pour atteindre les objectifs qu'on vise. Ce que fait le gouvernement par le Livre blanc et cette mesure à la démosubvention ne lui permettra pas de supprimer le paupérisme. Cette façon de faire provoquerait une tension excessive sur nos ressources. Elle serait néfaste à la stabilité des prix et à la création de ces incitations si essentielles à la croissance nécessaire de notre richesse nationale. Certains députés de l'autre côté prétendent que nous pouvons le faire, que nous en avons les moyens et ainsi de suite. Ils n'en ont donné aucune preuve et n'ont exposé que des hypothèses. Nous avons du mal à augmenter les prestations jusqu'à un niveau proche de ce qu'on considère généralement comme le minimum vital. Nous rencontrerions plus de difficultés si nous tentions également d'atteindre d'autres objectifs.

• (4.50 p.m.)

Une autre question, qui attire à juste titre l'attention du député, est celle qui veut que les gens percevant le supplément deviendraient de ce fait impossibles. Cela semble injuste, car même le paiement d'une très faible imposition serait une charge pour toute personne aux moyens limités recevant un supplément. Nos exemptions d'impôt exigeraient certainement une réforme. C'est

[M. Francis.]

indubitable. Un autre front, un autre Livre blanc, un autre comité pourra proposer d'améliorer les exemptions de base. Nous n'en sommes pas encore à l'étape où l'exemption fiscale de base correspondrait au niveau présumé de la pauvreté.

**Une voix:** Pourquoi pas?

**M. Francis:** On a beau demander «pourquoi pas?», mais il convient de calculer les prix de revient. Les députés du Nouveau parti démocratique prétendent vouloir éliminer la pauvreté par les voies démocratiques, avec un minimum de supplément de revenu ou de ressources. A eux de dire d'où viendront les fonds et comment ils s'inscriront dans la logique de la stabilité des prix et des encouragements à l'industrie, la source principale de la richesse. Ils ne tiennent pas compte de cet aspect de la question. Ils disent simplement que les pensions devraient être portées à \$150 par mois et qu'on trouvera 1,442 millions de dollars. Cet argent ne tombera pas du ciel comme la manne.

Les revenus de cet ordre ne peuvent provenir que d'une seule source, les contribuables, ou bien on connaîtra le terrible fardeau de l'inflation. Les députés d'en face sourient, mais il leur incombe de prouver que des solutions de rechange existent. Il est impossible qu'une société devienne riche en dépensant ses richesses. Nous ne pouvons, en imprimant du papier monnaie, rendre les uns et les autres plus prospères. Nous ne pouvons écraser la population sous le fardeau des impôts et en même temps être la société en expansion que nous tenons pour normale à l'heure actuelle.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Puis-je poser une question au député? Sait-il que les arguments qu'il nous sert depuis dix ou quinze minutes sont ceux qu'on utilisait à la fin des années 40 et des années 50 contre la subvention relative aux pensions de la sécurité de la vieillesse?

**M. Francis:** En ce moment, le député essaie d'avoir raison sur deux plans. Il dit que les démosubventions sont efficaces et que la pauvreté peut être éliminée. Nous dépensons dans ce domaine 4 milliards et demi de dollars et quatre millions de personnes se situent au niveau des économiquement faibles. Le député devrait songer aux résultats qu'amèneraient ses suggestions. Il devrait chercher une meilleure solution. Il ne doit pas aborder la question comme l'envisageait les socialistes fabiens d'il y a trois générations, ou même de la dernière, mais suivant les théories de la jeune génération, la nouvelle gauche, qui non seulement étudie les moyens de distribuer la richesse mais encore les encouragements essentiels qui permettent de la créer. Le député pourrait lire ce que Jacques Servan-Schreiber et d'autres porte-parole de la nouvelle génération disent des besoins de la société contemporaine.

Les députés du Nouveau parti démocratique réclament toujours la même chose. Leur formule est immensément simple: augmenter les prestations et dépenser davantage. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas une réponse satisfaisante.